La défense ne constitue plus une priorité

Partage international nº 41 – Février 1992

« Personne ne pourra désormais soutenir que la défense constitue une priorité essentielle. » (**Partage international** *juin 1989*)

France — Les effectifs de l'armée française seront réduits de 20 % au cours des six années à venir, jusqu'à atteindre un quota de 225 000 hommes. Au cours de cette même période, les dépenses militaires passeront de 3,4 % à 3,1 % du Produit national brut.

Nucléaire — Aux États-Unis, la moitié des 30 000 salariés de l'industrie d'armement nucléaire devront être reconvertis. Le Département à l'Énergie a annoncé que les événements ont été si rapides qu'il ne peut plus maintenir leurs postes. Grâce aux fonds dégagés par la réduction des effectifs salariés travaillant dans le nucléaire, le Secrétariat à l'Énergie prévoit, entre autre, de lutter contre la pollution radioactive.

La France s'est décidée à réduire le nombre de ses essais nucléaires de six à quatre par an. Cependant, dans un article publié dans *Die Zeit*, Petra Kelly et Gert Bastian, anciens représentants du Parti écologiste au Parlement allemand, ironisent sur ces piètres concessions. Ils soulignent que tout essai nucléaire amène une augmentation des armes nucléaires. Sur les 11 essais nucléaires réalisés en 1991, la France en a réalisé 6 et les États-Unis 5. Kelly et Bastian signalent ensuite le succès des manifestations organisées par les habitants de l'ancienne République soviétique du Kazakhstan contre les essais nucléaires. Les deux millions d'adhérents de ce mouvement de protestation sont parvenus à mettre fin aux essais nucléaires, en faisant valoir que la proportion des enfants morts nés dans la République avait doublé entre 1960 et 1988.

Un registre aux Nations unies — S'efforçant d'infléchir le commerce international des armes, les Nations unies ont établi un registre volontaire sur lequel seraient inscrites toutes les importations et exportations d'armes de chaque pays. Dans un premier temps, seules les armes lourdes seront indiquées, mais on tentera l'an prochain d'y ajouter les armes légères. Grâce au large soutien obtenu par cette résolution, on prévoit que la plupart des pays s'y soumettront. La publication de ces transactions permettra au moins de déterminer les régions où les stocks d'armes s'accumulent, et de faire pression sur les pays fournisseurs afin qu'ils réduisent leurs ventes.

Thématiques : environnement, politique
Rubrique : Faits et prévisions